

RÉSISTANCE POLONAISE

DOCUMENTS

Édité par le Comité Central de la Lutte pour l'indépendance de la Pologne

La résistance en Pologne envahie

En date du 13 décembre 1944, l'Agence P.A.T. a communiqué la déclaration officielle suivante, émanant du Gouvernement polonais :

« Le 29 novembre, sur la proposition du Premier Ministre, le Président de la République a nommé M. Sobolewski aux fonctions de Ministre et de Délégué du Gouvernement en Pologne. MM. Opolski, Walkowicz et Traugutt ont également été nommés ministres. En même temps, le Président du Conseil a désigné M. Sobolewski comme Vice-Président du Gouvernement polonais dans le pays.

« Les ministres précités assument leurs charges en Pologne. Ils font partie du Gouvernement de la République, qu'ils représentent dans la Patrie. Malgré le récent changement du Ministère, les membres du Gouvernement, séjournant dans le pays, n'ont pas été remplacés. M. Sobolewski assumait déjà les charges de Vice-Président et de Délégué du Gouvernement dans le Cabinet précédent. MM. Opolski, Walkowicz et Traugutt représentent les trois principaux partis politiques : Le Parti Paysan, le Parti National et le Parti Socialiste Polonais, qui ont formé le Conseil de l'Unité Nationale en Pologne (le parlement secret de la République). En acceptant les charges du Vice-Président du Gouvernement, M. Sobolewski a quit-

te le Parti Syndicaliste Chrétien, dont il était membre.

« Pour des raisons de sécurité, il n'est pas possible de communiquer, pour le moment, les notices biographiques de ces quatre Ministres, résidant en Pologne. »

En commentant la nomination de quatre ministres en Pologne, le « Dziennik Polski », paraissant à Londres, écrit :

« Le mouvement clandestin en Pologne diffère considérablement de l'activité semblable dans les autres pays occupés. Dans certains de ces pays, les Allemands ont réussi à constituer des gouvernements soumis, comme ce fut le cas en Norvège et en France ; dans d'autres, tels que la Belgique et la Hollande, où il n'y avait pas de gouvernement, l'administration du pays resta inchangée, sans que les hauts fonctionnaires, comme les directeurs des départements des Ministères, soient révoqués. La continuité de l'administration, bien que soumise aux autorités occupantes, resta partout ininterrompue.

« Le mouvement de la résistance, existant complètement en dehors de cette administration, s'est manifesté de lui-même, d'abord sous la forme de petits groupements, ensuite comme une organisation puissante.

« Dans une certaine mesure ces groupements restaient en liaison avec le Gouvernement, résidant provisoirement à l'étranger. Ils le reconnaissaient, tout en gardant une indépendance complète. En Belgique, ils existait neuf groupements clandestins indépendants. Les récents incidents de Bruxelles ont prouvé que les groupements en question n'étaient pas soumis au Gouvernement belge.

« En Pologne la situation est complètement différente. Le mouvement clandestin forme un seul bloc avec l'État polonais. Il n'y a pas d'opposition. Les Forces de l'Intérieur, qui reconnaissent

le Gouvernement, ont leur commandant suprême, de même que les armées polonaises qui combattent en Italie et en Hollande. Le Gouvernement polonais est non seulement un ministère représentant la Pologne à l'étranger, mais aussi une preuve vivante de l'existence de la République polonaise.

« La composition du Gouvernement actuel constitue un vrai symbole de l'unité polonaise. Le Président du Conseil, ainsi que les autres ministres, représentaient, il y a peu de temps encore, le Gouvernement polonais, à Varsovie même.

« La nomination de quatre nouveaux ministres souligne encore davantage le fait, que le Gouvernement polonais est bien celui de Varsovie, en même temps que celui de Londres. On savait déjà que le Vice-Président et les ministres, investis du même pouvoir que ceux de Londres, assumaient leurs charges en Pologne même. Le décret du Président, annonçant cette nomination, ne fait que confirmer cet état de choses.

« Désormais la liste des membres du Gouvernement est complète. Elle comprend non seulement les ministres qui restent à Londres, mais également ceux qui gouvernent effectivement en Pologne. Ce sont bien eux et non pas les occupants, qui sont obéis. »

Lire en page 2 :

**Ce qui se passe
en Pologne**

Un article de "La Tribune de Genève"

Lire en page 4 et 5 :

**Savez-vous ce qui a été dit
à la Chambre des Communes
sur la question polonaise ?**

CE QUI SE PASSE EN POLOGNE

La « TRIBUNE DE GENEVE » publie, dans son numéro du 20 décembre, sous le titre « LES SOUFFRANCES DE LA POLOGNE », les déclarations d'une Suisse, mariée à un Polonais, qui vient d'arriver dans son pays natal, après avoir vécu les dernières heures tragiques de Varsovie.

Après avoir décrit la misère qui règne parmi les réfugiés de Varsovie, hébergés dans les divers districts polonais, et précisé que la plupart de ces malheureux ont perdu tout leur avoir, ce témoin oculaire des souffrances endurées par la malheureuse Pologne continue :

Les Allemands organisent des rafles dans les villes et dans les trains et déportent les réfugiés en Allemagne.

A Cracovie règne maintenant la même atmosphère qu'à Varsovie à la veille du commencement de l'insurrection. Tous les bâtiments les plus importants sont transformés en forteresses. Les ponts sont minés. Les Allemands ont lancé le bruit que Cracovie restera allemande ou cessera d'exister. La population pense que les Allemands feront sauter la ville au moment de leur retraite.

Dans les rues, les patrouilles sont renforcées : l'identification des passants et la recherche des armes sont à l'ordre du jour. Tous les fonctionnaires sont astreints aux travaux de fortification. Ils se rendent deux fois par semaine pour creuser des tranchées.

En dépit de l'amélioration annoncée par les autorités allemandes dans le traitement des Polonais, les persécution continuent. Une panique générale règne en raison du recrutement obligatoire des hommes de 16 à 50 ans. A tout moment les jeunes gens se préparent à se réfugier dans les forêts. Une grande amertume morale s'est dépancée dans le pays depuis la capitulation de Varsovie.

LE SOULEVEMENT DE VARSOVIE

L'insurrection a commencé parce que l'on prévoyait fermement qu'une aide extérieure lui serait apportée. C'est la conviction populaire que les troupes allemandes avaient l'intention de détruire la ville pour en faire un second Stalingrad qui a déterminé en premier lieu le soulèvement de Varsovie. Les Allemands voulaient d'une part opposer aux Russes un obstacle infranchissable et d'autre part détruire la capitale d'un pays qu'ils considéraient comme responsable de leur défaite militaire.

Le général Bor jouissait d'une estime générale en tant qu'organisateur infatigable, pendant trois ans, de l'armée clandestine polonaise. Dans les combats de Varsovie, une grande popularité a été également réservée au colonel Monter-Chrusciel qui commandait des formations militaires dans la capitale même. Au moment de l'insurrection, une importante concentration de l'armée populaire eut lieu dans Varsovie et ses environs. L'enthousiasme de la population de Varsovie était sans

pareil. Tout le monde participait au combat, jusqu'aux enfants de 13 ans. Malheureusement, les munitions ont été vite épuisées.

La circulation dans Varsovie se faisait par les égouts. Les femmes servaient d'agents de liaison. Les Allemands, au moindre bruit, lançaient des bombes asphyxiantes dans les trous d'égouts.

VARSOVIE N'EXISTE PLUS

Varsovie n'existe plus. Après la capitulation et lorsque les Allemands eurent évacué la population, ils ont encore mis le feu à des quartiers entiers. On cite des cas où des habitants ont encore réussi à pénétrer, après coup, dans l'enceinte de la ville, pour tenter de sauver des objets précieux cachés dans des caves. Les patrouilles allemandes les dépistaient et s'emparaient de tout ce que ces malheureux avaient pu récupérer.

Les autorités allemandes ont offert à la Croix-Rouge polonaise d'évacuer les objets d'arts de Varsovie. Il s'agissait en réalité d'un tour de la propagande allemande, car seuls deux camions furent mis à la disposition de la Croix-Rouge pour tenter cette évacuation. Toutes les collections qui, malgré les pillages effectués depuis 1939, étaient encore considérables ont ainsi pris le chemin de l'Allemagne.

D'après les évaluations faites jusqu'ici, les trois quarts du patrimoine culturel polonais ont maintenant disparu de Varsovie.

PROPAGANDE TEUTONNE

Après la tragédie de Varsovie, Les Allemands ont inventé un nouveau moyen de propagande. Ils publient maintenant à Czenstochowa un journal intitulé « La Gazette nationale », qu'ils essaient de faire passer pour un journal clandestin polonais. Cette feuille exalte l'héroïsme de Varsovie, dénonce la brutalité allemande mais répète à chaque phrase que les bolchevistes sont encore plus cruels. C'est par cette voie détournée que la propagande du Dr Goebbels pense atteindre ses objectifs.

Quant à l'attitude de la population polonaise à l'égard des Russes, les opinions sont partagées. Ceux qui ont connu l'occupation soviétique de 1939 à 1941 craignent des représailles. Ceux qui n'ont goûté que les « bienfaits de la protection allemande » considèrent que rien et personne ne saurait dépasser les Allemands. Ils verraient volontiers les Russes traverser rapidement la Pologne vers le territoire du Reich. Mais en même temps ils espèrent toujours que le passage des armées russes ne se transformera pas en une occupation.

LA PANIQUE PARMI LES ALLEMANDS

L'été dernier, une panique générale se manifestait parmi les Allemands se trouvant en Pologne, car beaucoup de familles allemandes s'étaient réfugiées sur la terre polonaise en raison des bombardements. Lors de l'avance des troupes sovié-

tiques, ces Allemands s'enfuyaient par tous les moyens à leur disposition, offrant des sommes fabuleuses aux fiacres polonais qui avaient pourtant l'habitude d'éviter d'avoir à transporter un Allemand. La peur du Russe, parmi les Allemands, dépasse tout ce qu'on peut imaginer.

Les Allemands ont installé près de Vienne une école de recrutement de Kal-mouks, choisis parmi les prisonniers de guerre soviétiques qui sont dressés à perpétrer les plus effroyables atrocités contre la population des pays occupés. Ces Kal-mouks ont joué un rôle prépondérant dans les combats de Varsovie. De l'avis général, les Allemands se proposent d'employer ces hommes, à demi sauvages, pour étouffer s'il y a lieu un soulèvement populaire en Autriche. De nombreux Ukrainiens sont aussi employés dans la police allemande où ils se distinguent par leur cruauté.

LE SABOTAGE CONTINUE

La peur des Allemands est devenue telle que dans les trains et même dans les tramways, les compartiments qui leur sont réservés restent vides.

En raison des bombes et des sabotages, les Allemands préfèrent d'ailleurs voyager dans les compartiments réservés aux Polonais.

Pour donner la mesure du sabotage effectué par les Polonais, il suffit de constater qu'en chemin de fer le voyage entre Cracovie et Zakopane, qui dure trois heures en temps normal, en dure trente aujourd'hui, car les Polonais détruisent sans cesse les voies et font sauter les ponts.

APRES L'INSURRECTION DE VARSOVIE LES ALLEMANDS CRAIGNENT UN SOULEVEMENT A LODZ

On annonce de Pologne :

Lors de l'insurrection de Varsovie, les Allemands ont emmenés de la rive droite de la Vistule des milliers de wagons chargés d'objets et de marchandises les plus diverses, comme des métaux, pièces détachées de machines, câbles téléphoniques, cuir, textiles, pétrole, huiles, blés en grande quantité, etc... Ces informations sont confirmées par les rapports des fonctionnaires allemands.

A Lodz, grande ville industrielle située en territoire incorporé au Reich, les détachements de Volkssturm, composé d'Allemands et de « Volksdeutsche » sont gardés dans la ville même et n'ont pas été envoyés dans d'autres régions, comme ce fut le cas ailleurs. En même temps Himmler vient de nommer commandant de la sûreté, le Dr Bradfisch, le nouveau maire de Lodz. Un nouveau décret interdit à tous les véhicules civils de quitter les villes sans une autorisation spéciale. Toutes ces mesures ont été prises pour parer au danger d'une insurrection polonaise dans cette région. — (P.A.T.)

LA POLOGNE PARLE

L'hebdomadaire catholique « The Weekly Review » a publié le 30 novembre un article intitulé « La Pologne parle », dont nous détachons quelques passages :

« Nous publions à une autre page, écrit « The Weekly Review », une déclaration, adressée par les Polonais, au Gouvernement de Sa Majesté, aux membres du Parlement et au public britannique.

« C'est une affaire de justice élémentaire et d'opportunité nationale que chaque habitant de cette île puisse comprendre cette déclaration et se faire une opinion sur sa qualité. Fermer les yeux sur les assertions et les réclamations qu'elle contient, ce serait reprendre inconsciemment et de la manière la plus dangereuse la marche à l'aveugle ainsi que la voie de la coupable déraison, qui ont marqué notre politique entre les deux guerres et qui ont conduit notre pays au bord du précipice...

« Et voici ce qu'il convient de relever tout d'abord dans cette déclaration : quoique puissent faire les grandes puissances, la Pologne continuera à défendre son indépendance et ses droits et, parmi ces droits, il y a celui de conserver la moitié orientale de son territoire.

« Nous pouvons donc être certains que, si la Pologne n'obtient pas ce que le peuple polonais tout entier regarde comme son droit, elle ne cessera de lutter.

« Voyons donc ce que demandent les Polonais et si leurs réclamations sont fondées :

« On lit dans le deuxième et le troisième article de cette déclaration : « Rien ne saurait amener la nation polonaise à accepter une décision par laquelle, au terme d'une guerre victorieuse où elle fut la première à prendre les armes, la Pologne se trouverait être la seule nation parmi les pays alliés, à perdre la moitié de son territoire. Aucune formule diplomatique ne saurait faire méconnaître aux Polonais qu'en acceptant les prétentions territoriales et politiques de la Russie, la Pologne serait privée d'un fondement pour le maintien de son indépendance. »

« Voilà ce dont il s'agit. La Pologne ne devrait pas être amputée de la moitié de son territoire, comme conséquence du concours qu'elle a prêté aux Alliés dans la guerre contre l'Allemagne. D'autre part, le gouvernement de ce pays et la vie de ses citoyens ne devraient pas être l'objet d'une ingérence étrangère, et cela pour cette même raison. Ces deux demandes sont-elles déraisonnables ?

« Si un habitant de cette île pouvait réfléchir sur ces faits et ces raisons à la lumière apaisante de l'histoire, sans être touché par une propagande ni affecté par la peur, on sait ce que serait son jugement.

« Mais il y a tant de choses qui ont obscurci la vue de bien des gens... La diplomatie, diront-ils, doit être « réaliste »

et non sentimentale. La Pologne orientale est habitée, après tout, par d'autres races que les Polonais. Et tout le monde n'était pas content des conditions qui y étaient établies. En outre, l'U.R.S.S. nous est venue en aide dans une lutte à vie et à mort, et il convient qu'elle soit récompensée et que ses frontières stratégiques soient assurées. Nous ne pouvons nous permettre de nous quereller avec elle, si nous voulons maintenir la paix du monde.

« Aucun de ces arguments n'est solide.

« Une diplomatie « réaliste » ne viole pas les garanties solennelles, et ne s'abaisse pas à désavouer publiquement ses propres déclarations pour éviter une divergence d'opinion avec telle ou telle autre puissance. Si elle devait agir ainsi, ce serait un témoignage de son impuissance et non de son réalisme. Si notre diplomatie ne peut pas être active maintenant, elle ne le sera jamais.

« En ce qui concerne les éléments non-polonais résidant en Pologne orientale, ils ont un trait commun : quelles que soient leurs opinions sur le gouvernement polonais, ils ne veulent pas être incorporés dans l'Union Soviétique.

Fraternité d'armes franco-polonaise en Italie

M. R. Fajans, correspondant de guerre polonais, écrit dans le « Tam » d'Alger du 23 décembre 1944 :

Une fois de plus, la fraternité d'armes franco-polonaise s'est manifestée brillamment sur le front d'Italie. Comme tant de fois durant des siècles, comme au temps de la fameuse campagne d'Italie de Bonaparte, où les Légions polonaises du général Dabrowski, se couvrirent d'une gloire immortelle, en luttant côte à côte avec l'armée française d'Italie et, où naquit l'hymne national polonais : « Jeszcze Polska nie zginela » (« La Pologne n'est pas encore perdue ») les Français et les Polonais se rencontrèrent, à nouveau dans les montagnes et dans les plaines de la Péninsule pour lutter contre l'ennemi commun : l'Allemand.

Cet épisode italien ne fut pas d'ailleurs la seule manifestation de communauté d'armes franco-polonaise durant cette guerre. En 1940 pendant la malheureuse campagne de France, deux divisions polonaises combattirent jusqu'au dernier moment et, lorsque tout fut perdu, l'une d'elles préféra passer en Suisse et se faire interner plutôt que de capituler devant les Nazis. Les débris de l'autre ont réussi à se réfugier en Angleterre et ce sont eux précisément qui ont formé ensuite un des principaux noyaux de l'armée polonaise actuelle. A Narvik, une brigade polonaise se battit à côté de la Légion étrangère française. Depuis quatre longues années les aviateurs polonais et français sont devenus de véritables frères

FRANCE, RUSSIE ET POLOGNE

Commentant le discours prononcé au mois de novembre dernier par M. Bidault, le « Catholic Times » du 24 novembre écrit :

« M. Bidault a bien souligné que la France n'entendait pas faire partie d'un bloc exclusivement occidental. « La France, a-t-il dit a aussi des intérêts à l'Est qu'elle doit maintenir de concert avec la Russie ».

Ce qu'on ne comprend pas assez dans notre pays c'est qu'en rejetant aussi nettement l'idée d'un bloc occidental, la France rejette aussi celle d'un bloc oriental, c'est à dire qu'elle demande que l'Europe soit une unité et qu'elle ne soit pas divisée en sphères d'influence russe et britannique. C'est bien là la vraie politique européenne. Mais elle échouera si la France admet le partage ou la suppression de la Pologne.

d'armes et leurs exploits sont innombrables. Si, après l'armistice de 1940, la fameuse Brigade polonaise des Carpathes a pu passer de Syrie en Palestine et ensuite en Egypte, où elle continua la lutte à Tobrouk, ce fut principalement grâce à l'appui et à l'aide du général Larminat.

Sur ce front d'Italie, je viens d'y passer trois mois. J'ai vu les soldats français et polonais à l'œuvre, j'ai parlé à leurs chefs, les généraux Juin et Anders, j'ai pu me rendre compte des difficultés immenses que présentent cette campagne, où il faut lutter pour chaque hauteur, chaque ravin et chaque rivière. J'ai vu les tirailleurs algériens aux portes de Rome, dans les montagnes de Radicofani et à Sienne, où ils entraient au milieu d'un enthousiasme délirant de la population. J'ai vu le fameux Monte Maio, dont la prise par les troupes marocaines fut décisive pour le sort de la campagne de ce côté de l'Italie. J'ai visité le fameux Monte Cassino, pour la possession duquel les troupes alliées ont dû combattre durement pendant plus de six mois et qui, enfin, fut enlevé d'assaut par les troupes polonaises. J'ai assisté à la bataille d'Ancône, où le Corps polonais a anéanti les troupes allemandes du général Hoppe. Je fus témoin oculaire de la visite du général de Gaulle au maréchal Alexander et je sais combien grande est l'estime dans laquelle les chefs militaires alliés en Italie tiennent le grand homme d'Etat et soldat de la nouvelle France.

(Suite page 8)

Savez-vous ce qui a été dit à

M. PICTHORN, député conservateur a dit :

« Un précédent orateur nous avertit de ne rien dire qui puisse rendre la situation plus difficile pour la Pologne. Je ferai tout mon possible pour me conformer à cet avertissement.

« A chaque occasion précédente où cette question a été discutée, le gouvernement de Sa Majesté, le *Times* et d'autres hautes personnalités et institutions nous ont recommandé d'être très prudents et de ne rien dire qui puisse nuire. Je crois que nous avons été très prudents. Je pense — ce qui peut être discuté — que nous avons été si prudents que nous sommes tombés dans l'erreur de nous taire sur des questions où l'ignorance de l'opinion publique est fâcheuse. Les Parlements ont été inventés et développés jusqu'au point où ils se trouvent actuellement pour éviter ces erreurs.

LA VALEUR

DES GARANTIES BRITANNIQUES

« Je ne veux discuter la question par où doit passer les frontières de la Pologne. Mais je prie les membres du Parlement de ne pas se servir d'arguments contre nous-mêmes, en affirmant que notre pays n'avait jamais garanti de frontières spécifiées. Si jamais quelqu'un accordait une garantie aux Iles Britanniques et à l'Etat Britannique, il garantirait ces frontières. Si, au moment où l'on accordait une garantie à la Pologne, il y avait une clause secrète dont dépendait le fonctionnement de cette garantie dans des circonstances non prévues alors, il me semble que le moment est venu pour que le Secrétaire d'Etats aux Affaires Etrangères vous le dise. S'il n'y a pas eu de clause secrète, j'espère que nous n'entendrons plus jamais l'argument que nous ne garantissons aucune frontière spécifiée.

LES VRAIS INTERETS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

« Un autre membre du Parlement pria les amis de la Pologne d'être prudents. Je ne suis pas un ami de la Pologne. Je suis un ami de l'Angleterre, et si je suis un ami d'un autre pays quelconque c'est l'Ecosse et la France qui pourrait prétendre à cette amitié. Je ne crois pas qu'il appartienne au Parlement de prendre en considération les intérêts de la Pologne comme telle, mais qu'il lui appartient tout particulièrement d'envisager les intérêts de l'Empire Britannique et la Nation Britannique.

« Je suis forcé de dire que cela me fit un coup au cœur lorsque M. CHURCHILL a dit pour la troisième fois au cours des 3 ou 4 dernières semaines que notre pays a deux grands alliés, « peut-être plus grand que nous ». Il ne sont pas plus grands que nous, mais si nous les croyons plus grands — ils le seront. A mon avis s'ils sont plus grands que nous, ou si l'un d'eux ou les deux se croient plus grands il n'y a pas de chance de paix en Europe aussi longtemps, qu'un seul homme présent ici sera en vie. La seule chance de paix dans l'Europe d'après guerre est le nouvel et rapide accroissement de la confiance mutuelle de ce continent qui a vu sa morale, ses coutumes et toute son armature ébranlées. Et il existe une seule chance pour cet accroissement de confiance mutuelle il doit notamment exister un Etat qui la répandra. Je ne vois pas dans ce rôle d'autres pays que le nôtre.

« Mais jouissons-nous vraiment de cette confiance ? La question où seront tracées les frontières de la Pologne ne me regarde pas. Il sera intéressant de la discuter ultérieurement. Ce qui m'intéresse actuellement c'est de savoir si après la défaite de l'Allemagne les pays de l'Europe croiront où ne croiront pas que la délimitation des frontières de la Pologne fut le résultat d'une complète fidélité du gouvernement britannique — où que ces frontières soient tracées et quelle soit l'étendue territoriale de la Pologne. Je crois que la chance d'une paix quelconque avant que tous nos fils soient morts dépend de cela. C'est pourquoi j'attache plus d'importance à la

question du Comité de Lublin qu'à celle de la frontière.

CONTRE LE COMITE DE LUBLIN

« Dans un sens, je suis respectueusement d'accord avec le membre de la Chambre qui a dit que ce n'est pas la peine de perdre notre temps sur la question du Comité de Lublin car il a la réputation de n'être qu'une institution factice. Quelqu'un osera-t-il dire qu'il est moins factice que le Comité de Vlasov ? Par conséquent, il ne vaut pas la peine de s'occuper de la biographie de ses membres, de deviner quels sont ceux qui ont été ou non toute leur vie des employés payés du G.P.U. qui avait été emprisonnés et pour quelles raisons et qui ne l'a pas été.

« J'espère que le Parlement me pardonnera de croire deux faits dignes d'être mentionnés : deux faits qui prouvent le caractère factice de ce Comité. Premièrement, que s'est-il passé à Varsovie en août et septembre ? Cette insurrection ce fut peut-être l'épisode le plus héroïque de cette guerre — malgré tout ce que certains peuvent en penser. Toute la population se dressa. Personne ne l'a jamais nié. Même les radiodiffusions hostiles à Varsovie — aussi bien celles contrôlées par les Allemands que par les Russes — avouèrent dès le début, lorsqu'elles tentaient d'amoindrir son importance, que toute la ville s'était dressée unanimement. Ceci est plus convainquant qu'un plébiscite. Un plébiscite qui donnerait 9.999.999 voix « pour » ne pourrait être aussi convainquant que la fidélité des Polonais à l'égard du Gouvernement nommé « Gouvernement Emigré ».

« Je pense que nous devrions être un peu plus prudents en définissant nos Alliés comme « Gouvernements Emigrés ». Cette définition est devenue un terme dont on abuse et qui risque de devenir un terme dangereux de reproches contre nous.

Un jour, un pays qui se dresse à nos côtés « a retrouvé son âme ». Et deux jours, deux mois et au plus deux ans plus tard il devient un « Gouvernement Emigré ». En tout cas l'obéissance de Varsovie prouva que ce gouvernement est certainement légitime et qu'il a tous les fondements à cette légitimité. Son existence est considérée comme certaine et comme un fait accepté par ceux au nom de qui il parle.

« La deuxième raison qui autorise à dire que le gouvernement polonais est le gouvernement légitime de la Pologne et que le Comité de Lublin ne l'est pas, se trouve dans les paroles redites à nouveau aujourd'hui par M. CHURCHILL et que je crois pouvoir répéter à peu près exactement : « Si seulement les Polonais avaient écouté le conseil que nous leur avons donné au début de cette année, les complications supplémentaires provoquées par la création du Comité de Lublin ne seraient pas survenues. Il ne semble pas que M. CHURCHILL doute que toute cette affaire est simulée, artificielle et factice.

« Quel est dans ces circonstances le devoir du Gouvernement britannique ? Je vais le dire aussi simplement qu'il m'est possible, sans offenser, je l'espère, aucun Etat ni aucune personne. Le devoir du Gouvernement britannique est de démontrer au monde, sans craindre aucun risque, que des décisions défavorables à la Pologne n'ont pas été facilitées par nous et surtout que nous n'avons participé à aucun plan en vue d'utiliser le Comité de Lublin comme instrument de pression sur le gouvernement polonais à qui nous unissons les liens de l'honneur, ni sur la nation polonaise pour qui notre cœur n'a cessé de saigner.

LA DEPORTATION DES POLONAIS EN RUSSIE CONTINUE

Miss RATBONE, représentant les Universités anglaises, indépendante, déclara :

Il faut distinguer deux périodes : la première dura de février 1940 à juin 1941, époque où l'agression allemande a précipité la Russie dans la guerre. Il est indiscutable que durant cette

Le 15 décembre 1944, un déb
munes sur la question polonaise. Apr
conseillé à la Pologne d'accepter la
orientale, divers membres de la Cham

On lira ci-dessous quelques
les principaux orateurs :

période un grand nombre de Polonais et d'autres personnes (je ne veux pas parler de ces dernières) ont été déportés dans les régions éloignées de l'U.R.S.S. Selon les chiffres qui m'ont été donnés, environ 880.000 civils plus un grand nombre de prisonniers de guerre et de gens mobilisés de force — au total plus d'un million de personnes ont été touchées. Des milliers de femmes et d'enfants se trouvaient parmi les civils. Ils ont été envoyés tous dans différentes régions éloignées de la Russie européenne, en Sibérie, en Asie Centrale ou ailleurs. Partis à la hâte, ils ont quitté leurs maisons avec des provisions et des vêtements insuffisants, dans des wagons surchargés. On dit que tous ceux qui étaient aptes furent envoyés aux travaux.

Nombreux ont succombé ne pouvant pas supporter le climat de l'Arctique et les privations. On rapporte qu'en avril 1943 plus de 270.000 citoyens polonais dont 95.000 hommes, 98.000 femmes et 78.000 enfants bénéficiaient du secours organisé par l'Ambassade de Pologne alors à Kuibishev. Avec la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays l'activité des organisations polonaises de secours fut également interrompue. A partir de ce moment — à part une courte période où les représentants australiens pouvaient s'y rendre — aucune personne impartiale, ni même la Croix-rouge Internationale, ni les Quakers, ni aucun autre organisme international n'avait accès aux déportés.

La seconde série de déportations est beaucoup plus récente; Elle comprend un nombre élevé de personnes dont beaucoup d'officiers et d'hommes qui ont combattu les Allemands avec l'Armée Rouge et qui arrêtés ensuite pour une raison ou une autre ont été déportés. Ces derniers faits sont peut-être moins certains. Provenant des sources clandestines ils peuvent être plus ou moins véridiques.

De toute façon la situation est loin d'être satisfaisante bien que son importance ne soit pas aussi exactement établie qu'en ce qui concerne les premières déportations.

Je veux dire simplement que tout ceci est très inquiétant et la question est de savoir si les autorités russes ont des raisons d'avoir honte et de cacher quelque chose qu'il ne voudraient pas faire voir aux gens impartiaux des autres pays ?

POURQUOI L'U.R.S.S. CRAINT LA VERITE ?

Si non, pourquoi ne veulent-ils admettre d'organisations reconnues ?

Mon second point concerne un problème semblable, bien que moins important. On a confirmé mercredi que l'U.R.S.S. n'avait pas encore répondu à la requête de l'U.N.R.R.A. lu demandant l'autorisation d'envoyer à travers le territoire soviétique une délégation et des marchandises en Pologne et dans les régions occupées par les Russes. L'autorisation n'a pas été refusée mais remise à plus tard. La Russie étant un des membres qui aida à organiser l'U.N.R.R.A. et à désigner ses fonctions, cette autorisation ne pourrait-elle pas être accordée plus rapidement ?

Le Ministre des Affaires Etrangères déclara que ceci ne concernait pas que l'U.R.S.S., mais les Etats-Unis et nous, en tant que deux autres puissances particulièrement intéressées dans l'organisation de l'U.N.R.R.A., nous avons le droit de nous y intéresser officiellement. Je vais par-

la Chambre des Communes ?

Un débat a eu lieu à la Chambre des Communes après un exposé de M. Churchill, qui a défini la « Ligne Curzon » comme frontière des territoires que la Chambre ont pris la parole.

Extraits des discours prononcés par

le représentant. Quelle serait l'utilité des représentations universitaires si leurs représentants ne pouvaient pas dire la vérité.

LES GERMES DE LA PROCHAINE GUERRE

M. Ivor THOMAS, travailleur :

Le problème polonais est le plus compliqué dans nos relations internationales. Je ne m'étais jamais levé le cœur aussi lourd qu'aujourd'hui pour parler. Il est triste de penser qu'au bout de plus de 5 ans de lutte dans une guerre où nous sommes entrés pour défendre l'indépendance de la Pologne, nous discutons son existence en tant qu'Etat. Pour ne pas commettre d'erreurs voici le problème qui se pose. Celui des frontières lui est entièrement subordonné. Je développerai mon idée dans quelques instants.

Mais laissez-moi dire maintenant que si les propositions ont été faites par le Premier Ministre parce qu'il a été « pris » dans la chaîne des circonstances et si ces propositions sont réalisées, le Comité de Lublin n'aura pas le dessus. Si au bout de 6 ans de lutte, nous voyons les causes pour lesquelles nous sommes entrés en guerre foulées aux pieds, ces causes deviendront plus fortes et nous conduiront au cynisme et à la honte. Il sera difficile à ce moment-là de persuader les habitants de notre pays de faire une guerre pour une cause sacrée.

Le discours du premier ministre m'a donné l'impression que l'avenir était très incertain. Ce discours porte en lui les germes de la prochaine guerre.

Après avoir constaté que la ligne Curzon n'avait pas été proposée comme frontière permanente entre les deux pays, l'orateur dit : « Il y a des considérations plus importantes auxquelles il faut penser. » Le premier ministre propose le déplacement de la Pologne vers l'Ouest.

Il ne semble pas réaliser tous les problèmes que ceci entraînerait pour la Pologne. Elle a déjà des relations assez mauvaises avec la Russie, et si quelque chose peut faire de l'Allemagne son ennemie éternelle, c'est justement cette proposition-là. Si les Alliés exercent une pression sur le gouvernement polonais pour lui faire adopter cette solution, il faut qu'ils donnent à la Pologne une garantie commune et plusieurs autres garanties séparées. Ceci soulève des problèmes très graves pour nous, car nous sommes traditionnellement les adversaires d'une telle garantie. Mais nous n'avons pas le droit d'imposer à la Pologne une solution hérissée de difficultés, à moins que nous soyons prêts à y contribuer.

ELOGE

DU GENERAL BOR-KOMOROWSKI

M. CHURCHILL a dit que si les Polonais avaient accepté la ligne Curzon comme frontière — je voudrais que nous puissions oublier ce nom — le Comité de Lublin n'aurait pas été créé. Nous n'en avons aucune certitude et j'en doute. Nous ne manquons pas d'expérience en cette matière. Réfléchissons au cas du Général SOSNKOWSKI. Il se peut qu'il ait fallu le faire partir. Mais lorsque les Polonais, sous la pression britannique, le renvoyèrent et nommèrent le Général BOR à sa place, que s'est-il passé ? Au bout de quelques heures, BOR, pour qui aucun membre de cette Assemblée n'est digne de porter la chandelle, a été déclaré traître par le Comité de Lublin, et le chef de ce Comité eut

l'impudence d'avancer qu'il méritait d'être jugé et condamné à mort. Ma manière de parler est forte, mais nous ne devons pas avoir peur de parler trop fort.

Je voudrais faire encore un commentaire des paroles du premier ministre. Il admet que ses propositions feraient perdre à la Pologne une grande partie de ses territoires. Je crois qu'il a sous-estimé leur étendue, car ces territoires constituent 46,5 % du territoire polonais et un tiers de sa population. Il a dit aussi que ces territoires comprenaient les marais de Pinsk, sans aucune valeur pour personne.

Je ferai remarquer qu'ils comprennent également le seul bassin pétrolier de Pologne et de précieuses couches de phosphates, sans importance pour la Russie, mais d'une grande valeur pour la Pologne.

A la question de M. PRICE : « N'oubliez-vous pas que la population polonaise est en minorité dans ces territoires ? », M. THOMAS répondit : « La minorité dont vous parlez constitue près de 50 %. Et c'est à vous que je veux poser une question. Pourquoi considérez-vous que, seule, l'Union Soviétique a le droit d'être un état multinational ? Je pense qu'il faudrait amener l'Union Soviétique à assurer la paix d'une autre manière. En tout cas, il est difficile de faire souffrir la Pologne, parce que l'Union Soviétique craint une autre agression allemande. »

L'INDEPENDANCE DE LA POLOGNE MENACEE PAR LA RUSSIE

J'ai bien dit que, si la Pologne est traitée d'une façon dure pour ses frontières, ce n'est pas la question la plus importante. La question importante est celle de son indépendance. Ce mot semble être compris différemment dans différents milieux. Nous ne pouvons faire grand chose dans le débat d'aujourd'hui, et je le crois même de mauvaise augure. Si le gouvernement espérait beaucoup une solution du problème polonais, il aurait dû nous prier de ne pas en parler du tout.

Nous pourrions cependant faire une chose : obtenir un engagement formel du gouvernement qu'il ne reconnaitra pas le Comité de Lublin. Nous sommes en droit d'obtenir de lui la ferme assurance qu'il continuera à reconnaître le gouvernement de M. ARCISEWSKI siégeant à Londres. Nous n'en parlerons pas comme d'un gouvernement émigré. Nous avons le droit d'obtenir la ferme assurance que le gouvernement britannique continuera à reconnaître le gouvernement polonais comme le seul gouvernement de Pologne.

Quels sont les traits généraux de ces deux organismes ? Je suis du même avis que mon prédécesseur, qu'il serait vain de s'occuper de la vie privée des membres du Comité de Lublin. Je crois, cependant, que, s'il devenait un gouvernement, ce serait l'assemblage le plus curieux depuis le temps de l'administration de l'oncle Tom.

CE QU'EST LE COMITE DE LUBLIN

Ce gouvernement est composé d'un parti unique. Neuf membres sur quatorze sont des membres du Parti communiste. Il est vrai que l'Union des patriotes polonais dont il émane comprend, soi-disant, un grand nombre de différents partis, mais, à nous autres travailleurs, cette technique est familière. Nous avons appris à reconnaître que le Parti communiste sous différents noms. De toute façon, les neuf membres sur quatorze du Comité de Lublin sont ouvertement des membres du Parti communiste.

Le gouvernement polonais est solidement basé sur quatre partis ; cela veut dire qu'en temps normal il aurait pu compter sur l'appui de 80 % des électeurs, tandis que le nombre des membres du Parti communiste en Pologne ne dépassait pas 2 %. Ce parti était tellement infecté de trotskisme qu'en 1937 il a fallu lui donner congé, et il n'ose même plus s'appeler Parti communiste, mais se nomme Parti ouvrier polonais.

Il serait peut-être indiqué — puisque le premier ministre y a fait une allusion — de dire quelque chose de la composition du gouvernement polonais actuel. J'ai la plus grande admiration pour M. MIKOLAJCZYK. Toutefois, il faut se rendre compte qu'il n'y a pas de brèche entre

lui et le gouvernement actuel. Les raisons qui ont fait démissionner M. MIKOLAJCZYK et son ministre des Affaires étrangères sont parfaitement simples. Lorsqu'une méthode a été expérimentée sans résultat, il est nécessaire d'essayer d'autres méthodes et d'autres hommes. Le Parti paysan ayant déclaré officiellement qu'il accordait son appui au gouvernement de M. ARCISEWSKI, celui-ci peut se considérer comme le représentant de l'opinion polonaise tout entière, telle qu'elle existait avant la guerre et dans la mesure où elle peut s'affirmer actuellement.

Il me serait difficile d'abandonner un gouvernement présidé par un socialiste, avec un passé aussi brillant que celui de M. ARCISEWSKI, auquel participent des hommes tels que MM. PRAGIER et KWAPINSKI, et qui jouit de l'appui d'hommes tels que MM. STANCZYK et CIOLKOSE.

Voici, pour moi, la chose essentielle : les difficultés du problème polonais sont presque insurmontables et il est possible qu'une solution satisfaisante ne puisse pas être obtenue. Devons-nous insister pour que le gouvernement polonais accepte une solution qui n'est pas conforme à notre conscience ? Si vous ne la considérez pas comme juste, exigeons qu'elle ne soit pas imposée au gouvernement polonais.

LE FANTOME DE MUNICH

Tournons nos regards vers Munich. D'après moi, le vrai mal de l'accord de Munich consistait à ne pas entrer dans la longue chaîne des circonstances qui furent probablement inévitables. J'aimerais revoir la question avec l'Union Soviétique, en disant : « Vous avez toutes les raisons pour être généreux. Un sixième de la surface du globe vous appartient. En 1970, votre population se chiffrera à 250.000.000. Vous avez toutes les matières premières en quantités abondantes pour vous et pour l'exportation. Vous n'avez rien à craindre de la part de qui que ce soit au monde. Que peut vous importer d'avoir ou non quelques centaines de kilomètres carrés du territoire polonais ? »

Ceci n'assurera pas votre sécurité. Elle dépendra avant tout de la force de vos ressources, des qualités combattives de votre population et de la foi que vous lui avez donnée depuis votre révolution.

Tels sont les facteurs qui vous garantiront la sécurité. A côté de cela, il y aura aussi un système général des accords internationaux auxquels nous participerons.

Le gouvernement de Sa Majesté devrait insister dans ce sens auprès des Soviets, en les persuadant qu'ils peuvent se permettre d'être généreux à l'égard de la Pologne. Ici, nos intérêts et notre honneur sont en jeu. Je ne dis pas nos intérêts dans le sens étroit du mot, car je ne crois pas que des citoyens britanniques aient des intérêts matériels considérables en Pologne. Nos intérêts sont d'un tout autre ordre. Le plus grand intérêt britannique consiste à maintenir la paix et l'ordre dans le monde. Le problème polonais constitue la menace la plus grave pour cet ordre. Si nous ne réussissons pas à le résoudre justement et généreusement, l'avenir se présentera sous un jour sombre.

Notre honneur est aussi en jeu, à cause des engagements contractés par le traité des garanties de 1939, par la Charte de l'Atlantique et aussi du fait des autres engagements.

S'il n'y avait pas eu d'aviateurs polonais pour combattre dans la bataille de Grande-Bretagne, en 1940, nous aurions pu sombrer, car nous en étions très près. Depuis ces jours, les soldats polonais ont été partout où la lutte fut la plus âpre, à Monte-Cassino, à Breda, à Arnheim, et dans bien d'autres lieux où l'on peut se distinguer par le courage.

En haute mer, les marins polonais ont combattu avec une vaillance égale à la nôtre. Notre intérêt tout particulier est donc de voir cette question réglée d'une manière juste. Je prie instamment le gouvernement de Sa Majesté de ne pas abandonner la cause polonaise, ni désespérer trop facilement et d'insister auprès de l'Union Soviétique pour qu'elle soit généreuse.

(Suite page 8)

Pour un accord librement consenti

On mande de Londres que dans sa déclaration du 20 Décembre, le Parti Libéral anglais, définissant son attitude à l'égard des problèmes grecs et polonais, s'est prononcé au sujet de ce dernier, dans les termes suivants : « Les principes de la Charte de l'Atlantique sont en grand danger. Les auteurs de la Charte déclarèrent qu'ils ne désiraient pas de changements territoriaux, sans que les nations intéressées expriment librement leur volonté.

« Notre pays est entré en guerre, afin d'assurer le règlement de tous les différends entre nations par voie de négociations et non par la force.

« Le Parti Libéral s'adresse aux gouvernements des grandes Puissances, en leur demandant instamment de ne signer aucun arrangement, réglant le différend polono-russe, qui impliquerait des transferts de territoires et de population sur une grande échelle, à moins qu'il ne soit librement négocié et conforme à la volonté des parties intéressées. »

La déclaration précitée du Parti Libéral anglais représente l'une des plus importantes réactions de l'opinion publique britannique, en ce qui concerne le stade actuel des relations polono-russes.

Cette réaction a eu un profond retentissement à la Chambre des Communes, lors du débat sur les affaires polonaises.

Nous consacrons une place spéciale dans le présent numéro à ce débat, dont des extraits seulement ont été publiés par la presse française.

Quant à la déclaration même du Parti Libéral, nous ne pouvons que constater qu'elle est absolument conforme au point de vue polonais.

En effet, les principes de la Charte de l'Atlantique se sont trouvés sérieusement menacés, en ce qui concerne le règlement du différend polono-russe.

La Pologne n'est pas responsable de cet état de fait, ayant elle-même manifesté son bon esprit de conciliation, au point d'avoir, en Janvier 1944, accepté les offres de médiation pour le règlement du différend, qui lui étaient présentées par les nations anglo-saxonnes.

Ces propositions ont été renouvelées dernièrement par les milieux officiels américains, avec rappel des offres précédentes.

Malheureusement elles ont été re-

poussées par la Russie, laquelle, de même qu'il y a un an, n'a pas accepté de témoigner au Monde que les principes de la Charte de l'Atlantique devaient être respectés, aussi bien par les grandes puissances que par les petites nations.

Le Parti Libéral britannique déclare très justement que « les différends entre nations doivent être réglés par voie de négociations et non par la force ».

Nous estimons que la non-observation de ce principe doit être considérée comme la raison principale de la dernière crise gouvernementale polonaise. La démission de M. Mikolajczyk de ses fonctions de Premier Ministre a suscité certains regrets. Ces regrets se sont surtout manifestés dans les milieux qui considéraient toute concession accordée par lui comme insuffisante sans toutefois lui offrir le soutien nécessaire.

C'est pourquoi la politique de M. Mikolajczyk ne se manifestant que par d'interminables concessions unilatérales et ne rencontrant aucune réciprocité, a fait faillite.

Le fait qu'au cours de ces dernières semaines, les hommes politiques anglo-saxons soulignent ouvertement la nécessité d'appliquer la Charte de l'Atlantique, constitue la meilleure preuve du malaise existant de deux côtés de l'Océan, malaise qui a été provoqué par la tentative d'imposer à la Pologne la solution imposée par Moscou.

Nous considérons ces avis — en premier lieu celui du Président Roosevelt — comme autant de reconnaissances de l'erreur fondamentale commise au sujet du problème polonais.

Cette erreur réside dans le fait d'avoir considéré la Pologne — qui est pourtant la première à avoir résisté par les armes à la barbarie hitlérienne — non pas comme le premier allié de l'Angleterre, mais pire que les satellites et les vassaux du Reich.

Dans le dernier alinéa de sa résolution, le Parti Libéral anglais s'oppose à la signature, par les gouvernements des grandes puissances, de tout accord polono-russe qui ne serait pas librement consenti par les parties intéressées. Nous y voyons un encouragement à l'adresse du gouvernement polonais qui, tout en poursuivant ses efforts de conciliation avec la Russie, ne devrait pas se laisser intimider et ne pas capituler, en violant de la sorte la volonté du Peuple polonais.

LA FRONTIÈRE Polono-soviétique et la "ligne Curzon"

Les partisans de la solution, privant la Pologne des quarante-neuf centièmes de son territoire, déclarent que la Russie soviétique a toujours estimé, que la « ligne Curzon » représentait le meilleur règlement de la frontière polono-soviétique et qu'elle n'a accepté le tracé indiqué par le traité de Riga de 1921, que forcée, au moment, où, profitant de sa grande faiblesse, les Polonais réussirent à le lui imposer.

Cet argument ayant été fréquemment répété, une mise au point paraît donc utile.

La « Ligne Curzon », indiquée dans le télégramme, envoyé le 11 juillet 1920 à Moscou, en vue d'une trêve entre la Pologne et les Soviets, a été rejetée par ces derniers, six jours après par la note du 17 juillet. Cette même note acceptait de concéder à la Pologne un tracé de frontière PLUS FAVORABLE QUE LA PROPOSITION CURZON.

La déclaration précitée a été confirmée dans la lettre du 5 août 1920, adressée par M. Kamenew à M. Lloyd George. Cette lettre communiquait la ferme détermination du Gouvernement soviétique de reconnaître la liberté et l'indépendance de la Pologne, ainsi que l'intention du même Gouvernement soviétique d'accorder à l'Etat polonais une frontière plus favorable que celle qui avait été proposée par la note anglaise du 20 juillet 1920 (le deuxième télégramme de Curzon).

En rejetant la « Ligne Curzon », en 1920, les Soviets étaient d'avis que le différend polono-soviétique devait être réglé par la voie des négociations directes. On sait que ces négociations se terminèrent à Riga, où fut signée la paix polono-russe.

La frontière polono-russe a été fixée par un traité. Elle a été reconnue par les Soviets comme un juste compromis. Elle n'avait rien d'une décision unilatérale, d'un « diktat ».

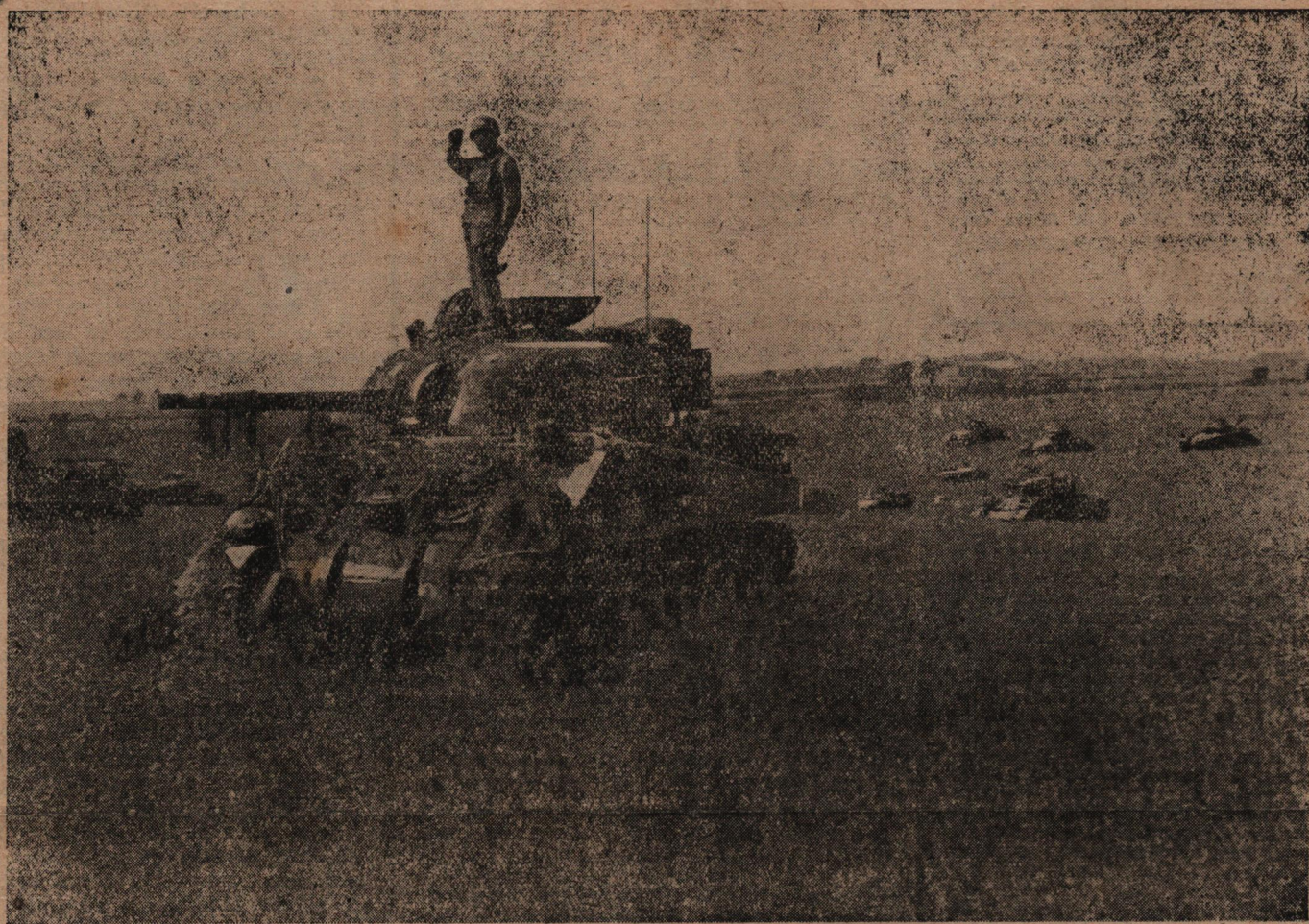
Cette opinion a été nettement exprimée par M. Joffe, président de la Délégation soviétique à la Conférence de Paix, qui a prononcé, au moment de la signature du Traité de Riga, les paroles suivantes :

« Nous venons de signer une paix qui satisfait les intérêts, justes, vitaux et essentiels du Peuple polonais.

« Les traités de paix conclus par la Russie et par l'Ukraine éliminent la possibilité de futurs conflits, parce qu'ils ne laissent aucun problème non résolu et parce qu'aucun de ces problèmes n'est résolu en fonction d'un simple rapport de force. »

Etant donné ce qui précède, l'affirmation, que les Soviets ont toujours considéré que la frontière de Riga leur a été imposée par la force et que seule la « Ligne Curzon » est juste et équitable, est dénuée de tout fondement.

La participation de l'armée polonaise — à la libération de la France —



Les troupes qui faisaient partie du 1er corps polonais stationné en Grande-Bretagne, notamment la 1ère division blindée du général MACZEK, ont pris une part active à la libération de la France occupée.

Elles participèrent notamment à la bataille de Falaise-Chambois, où d'importantes forces allemandes furent encerclées. Plus tard, elles combattirent dans le Nord de la France, où elles délivrèrent Saint-Omer et Cassel.

La division passa ensuite en Belgique, délivra Gand et pénétra en Hollande, où elle occupa Breda.

—oOo—

Nos clichés montrent (en haut) la 1ère division blindée polonaise au cours de la campagne de Normandie et (ci-contre) des soldats de la même division en direction d'Abbeville.

—oOo—

Les socialistes américains blâment les « socialistes » du comité de Lublin

L'hebdomadaire socialiste « New Leader » du 9 décembre dernier publie le texte de la réponse de M. Norman THOMAS, leader du Parti Socialiste aux Etats-Unis, à la dépêche envoyée de Moscou par le Dr DROBNER et M. OSOBKA-MORAWSKI, ces derniers faisant partie du Comité de Lublin et se réclamant du Parti Socialiste Polonais.

« Nous accusons réception de votre dépêche du 20 novembre. En nous basant sur les informations que nous possédons, nous ne voyons pas comment vous pouvez vous permettre de parler

Savez-vous ce qui a été dit à la Chambre des Communes?

(Suite de la page 5)

POUR UNE POLITIQUE HONNETE

Le capitaine Alan GRAHAM, conservateur, dit : « Nous avons été et nous continuerons à être considérés comme les champions de la civilisation européenne. Nous ne pourrions pas renoncer à ce rôle sans honte, sans déshonneur et sans danger pour la nation. La nation polonaise a toujours fait partie de la famille européenne. En ce moment, cette nation se trouve en grand danger d'extermination par notre ennemi : l'Allemagne, et, je regrette de le dire, par notre alliée : la Russie. Pas plus que nous, l'Europe ne peut le permettre. Cela n'a rien d'étonnant que M. MIKOLAJCZYX et le gouvernement polonais actuel refusent de contribuer à ce qui ne serait qu'un suicide pour leur pays. Les exigences adressées à la Pologne n'ont aucune justification morale. Nous sommes liés moralement, et par le texte de l'article 3 de notre garantie pour donner à la Pologne notre appui non seulement en cas d'une agression armée, mais en cas de tentatives visant à saper l'indépendance polonaise par une pénétration économique ou par un autre moyen.

« UN AUTRE AGRESSEUR »

Le commandant PETHERICK, conservateur, dit que la situation des Pays Baltes, contrôlés actuellement par les Soviétiques, est très sérieuse et très mauvaise. Les gens de son pays doivent un grand respect à la Pologne, non seulement parce qu'elle a combattu si vaillamment contre l'agression allemande, mais parce que, comme Etat ancien, elle est déterminée à rester indépendante. Pourquoi donc cette dispute au sujet des frontières? Uniquement parce que la Russie a déclaré qu'elle voulait avoir un certain territoire. Il a toujours été clair que la ligne Curzon était une ligne provisoire et pas le moins du monde définitive.

MM. CHURCHILL et EDEN n'ont pas été très sages de prendre, à Moscou, le Comité de Lublin trop au sérieux. Les Russes savent aussi bien que n'importe qui que ce Comité est un organisme factice. Il est là pour servir certains buts ultérieurs. La Pologne doit perdre la moitié de son territoire et un tiers de sa population, afin que Moscou soit protégé en profondeur. Nous pourrions dire aussi bien que nous voulons rester en Belgique après la guerre, pour avoir une défense de Londres en profondeur.

Si la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Russie Soviétique et la France étaient unies, la paix en Europe serait assurée pour cent ans. Mais si, en résultat de l'écrasement total d'un agresseur, un autre agresseur éventuel émergeait, elles ne pourraient pas espérer une paix pour cent ans, ni même pour dix ans.

L'honneur britannique constitue le plus grand intérêt de la Grande-Bretagne. Nous avons des engagements profonds envers la Pologne et il n'y aura pas de paix en Europe, à moins que l'attitude de la Russie à l'égard de la Pologne démontre au monde entier que la puissance n'est que le bras armé de la justice. »

au nom des Socialistes polonais. Nous vous prions instamment de nous donner des réponses précises aux questions suivantes :

1) Le Parti Socialiste Polonais, reconnu comme tel, et qui représente l'activité clandestine, a ses organismes dirigeants à Londres, ainsi qu'en Pologne occupée. Ses chefs sont des vétérans de la lutte ouvrière, tels ARCISZEWSKI et KWAPINSKI. En vertu de quel mandat prenez-vous la parole ?

2) Le monde entier a appris qu'il y a eu des déportations et des exécutions de centaines de socialistes polonais et de membres du mouvement clandestin ; il n'ignore pas les exécutions révoltantes (shocking) des leaders socialistes ALTER et EHRLICH. Autant que nous sachions, vous ne vous êtes pas désolidarisés (not dissociated yourself) des actes dont ces socialistes polonais furent les victimes.

3) L'insurrection des ouvriers de Varsovie, durant l'été 1944, est considérée comme l'une des pages les plus glorieuses de l'histoire de la lutte pour la liberté. La Russie a trahi dans cette lutte et c'est l'un des épisodes les plus honteux et les plus tragiques de cette guerre.

OSOBKA-MORAWSKI s'est associé aux infâmes attaques dirigées contre les héroïques ouvriers de Varsovie, les accusant du crime de collaboration avec l'hitlérisme.

Nous sommes d'accord avec vous en ce qui concerne la nécessité de la reconstruction de l'organisation socialiste internationale ; mais cette tâche ne peut être accomplie que sur la base du socialisme démocratique, qui s'oppose directement au totalitarisme, à l'impérialisme, et à toute politique fondée sur la force. Dans une telle organisation, le véritable Parti Socialiste polonais, avec son glorieux passé, qui l'a vu soutenir une lutte de 52 ans pour la cause socialiste, la coopération internationale, et la liberté internationale, aura un rôle éminent à jouer. »

Cette dépêche a été signée par Norman THOMAS, président du Comité du parti socialiste en Amérique, et par Harry FLESHMAN, secrétaire général du parti.

En commentant cet échange de télégrammes, le « New-Leader » écrit :

« Le Comité de Lublin, servant à Moscou de gouvernement de fantoches en Pologne orientale, a demandé à être reconnu comme le Gouvernement polonais.

« Quelque « Parti Socialiste Polonais » — constitué sous les auspices de la G.P.U. par les socialistes qui ont préféré de devenir des Quistings de Staline plutôt que de souffrir et de mourir comme Alter et Ehrlich — a appuyé cette demande. »

La Pologne parle

(Suite de la page 3)

« D'autre part, si les Soviétiques méritent d'être récompensés pour leur part à la guerre, la Pologne le mérite dans une mesure plus large encore. LES SOVIETS ETAIENT ALLIES AVEC NOTRE ENNEMI JUSQU'AU JOUR OU CELUI-CI LES A ATTAQUES. LA POLOGNE A ETE NOTRE ALLIEE DEPUIS LE DEBUT DE LA GUERRE, ET ELLE NOUS A AIDES JUSQU'A LA DERNIERE LIMITE DE SES FORCES.

« Mais le raisonnement le plus absurde, c'est de croire qu'on puisse construire la paix du monde sur l'injustice et sur des prétentions mal fondées. Un tel espoir est non-réaliste au plus haut degré.

« Si la diplomatie veut être réaliste, elle doit être active, au lieu de céder à toutes les réclamations. Il s'agit, en l'occurrence, d'une cause inattaquable... Avec tous les atouts dont elle dispose, ne serait-elle pas capable de réussir ? Faut-il qu'elle s'incline devant un monde mûr pour la tyrannie ? »

Fraternité d'armes franco-polonaise en Italie

(Suite de la page 3)

J'ai causé souvent avec le général Anders qui m'exprima maintes fois sa profonde admiration pour les qualités et les exploits des soldats français en Italie. Je me suis entretenu avec le général Juin qui me déclara : « J'exprime ma plus profonde sympathie pour le magnifique Corps polonais, pour son chef, le général Anders et pour tout le peuple polonais. Dans les dernières batailles le Corps polonais a eu une tâche très dure. Ses troupes ont dû, pour ainsi dire, défilé devant la ligne Adolf Hitler. Ma rencontre avec le général Anders, auquel je suis lié actuellement par une profonde amitié, m'a vivement impressionnée ».

Avec un des collaborateurs de « Tam », le capitaine Maxence Thomas, j'ai fait un tour de quelques jours dans le secteur polonais du front. Mon ami français a pu observer les derniers préparatifs pour la grande bataille d'Ancone qui devait se déclencher deux jours plus tard. Il a pu aussi se rendre compte de l'esprit indomptable des soldats polonais qui, dans les montagnes et les ravins d'Italie, luttent pour la liberté, l'indépendance et la grandeur de la Pologne. Il a bien compris cet esprit, en lui rendant hommage dans une série de beaux reportages qu'il publie ensuite dans « La Patrie ». Il a pu voir chez nous des officiers et des soldats qui, tout comme leurs camarades français, s'étaient évadés de leur Patrie, avaient laissé leurs familles et leurs biens, avaient surmonté des obstacles innombrables.

Chaque fois que j'étais moi-même parmi les officiers et les soldats français, je me disais toujours que cette fraternité d'armes franco-polonaise n'était certes, pas due au hasard seulement mais, forgée pendant des siècles, elle est due à la ressemblance des sentiments des deux peuples, ce qui est déjà un gage suffisant de sa force.